



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU VAR

Envoyé en préfecture le 24/02/2022

Reçu en préfecture le 24/02/2022

Affiché le



ID : 083-288300411-20220222-A\_2022\_178-AI

**ARRETE N° 2022 - 178**  
**PORTANT OUVERTURE D'UN EXAMEN PROFESSIONNEL**  
**D'ANIMATEUR PRINCIPAL DE 2EME CLASSE**  
**PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE - SESSION 2022**  
**POUR LE COMPTE DE LA REGION SUD PROVENCE ALPES COTE D'AZUR**

Nous, Christian SIMON, Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, Maire de LA CRAU,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le code général de la fonction publique entrant en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mars 2022,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2020-523 du 4 mai 2020 relatif à la portabilité des équipements contribuant à l'adaptation du poste de travail et aux dérogations aux règles normales des concours, des procédures de recrutement et des examens en faveur des agents publics et des candidats en situation de handicap,

Vu le décret n° 2021-376 du 31 mars 2021 pris en application de l'article 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale en vue de limiter l'inscription d'un candidat à un concours permettant l'accès à un emploi du même grade organisé simultanément par plusieurs centres de gestion,

Vu le décret n° 2020-437 du 16 avril 2020 pris pour l'application des articles 5 et 6 de l'ordonnance n° 2020-351 du 27 mars 2020 relative à l'organisation des examens et concours pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 2021-196 du 19 mars 2021 modifiant les décrets n° 2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid 19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire,

Vu le décret n° 2021-699 du 1<sup>er</sup> juin 2021 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire,

Vu le décret n° 2022-122 du 4 février 2022 prorogeant l'application des dispositions relatives à l'organisation des examens et concours d'accès à la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19,

Vu le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,

Vu le décret n°2011-561 du 20 mai 2011 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 10 du décret n° 2011-558 du 20 mai 2011 portant statut particulier

du cadre d'emplois des animateurs territoriaux,

Vu les recommandations pour le déroulement des concours et examens de la fonction publique pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19 du Ministère de la Transformation et de la Fonction Publiques en date du 3 mai 2021,

Vu le recensement des besoins régionaux pour l'examen professionnel d'animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe par voie de promotion interne,

Considérant les demandes d'organisation formulées par les Centres de Gestion de la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur,

## ARRETONS

**Article 1 :** Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Département du Var organise un examen professionnel d'animateur principal de 2<sup>ème</sup> classe par voie de promotion interne – session 2022.

Cet examen est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation titulaires des grades d'adjoint d'animation principal de 1<sup>ère</sup> classe et d'adjoint d'animation principal de 2<sup>ème</sup> classe, comptant au moins douze ans de services effectifs en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale ou de l'Etat, dont cinq années au moins dans le cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation.

Les candidats peuvent subir les épreuves d'un examen professionnel prévu aux articles 39 et 79 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement au grade ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier. (art. 16 du décret n°2013-593 du 5 juillet 2013).

Les candidats doivent être en fonction à la clôture des inscriptions.  
(art. 8 du décret n°2013-593 du 5 juillet 2013)

**Article 2 :** Dans le cadre des dispositions du décret n° 2021-376 du 31 mars 2021, le GIP informatique des Centres de Gestion a développé un portail national dénommé « concours-territorial.fr » outil qui permet de garantir l'inscription unique des candidats auprès d'un seul Centre de Gestion.

Les candidats devront se préinscrire sur le portail national [www.concours-territorial.fr](http://www.concours-territorial.fr) ou sur le site internet du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, [www.cdg83.fr](http://www.cdg83.fr), du **mardi 15 mars au mercredi 20 avril 2022**.

Les candidats devront ensuite imprimer leur dossier d'inscription, le compléter, le signer et le faire parvenir au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR au plus tard à la date limite de dépôt des dossiers de candidature, soit le **jeudi 28 avril 2022**. Le dépôt se fera impérativement selon une des modalités définies ci-après :

- soit à l'accueil du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, au plus tard le **jeudi 28 avril 2022** à 17h00 ;
- soit par voie postale : envoi au plus tard le **jeudi 28 avril 2022** (le cachet de la poste faisant foi).

Les dossiers d'inscription adressés par télécopie, par courrier électronique ou tout mode de transmission autre que l'expédition par voie postale ou le dépôt à l'accueil du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR ne seront pas pris en compte.

Les dossiers ne devront en aucun cas être déposés dans la boîte aux lettres extérieure du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR.

**La préinscription par internet ne sera considérée comme inscription qu'à réception, par le Centre de Gestion organisateur pendant la période d'inscription, du dossier papier imprimé lors de la préinscription. Les captures d'écran seront refusées.**

**Article 3** : La préinscription pourra aussi se faire :

- soit en adressant une demande écrite par courrier postal du **mardi 15 mars au 20 avril 2022** (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse suivante :  
Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR – CS 70576 – 83041 TOULON CEDEX 9 ;
- soit à l'accueil du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR – 860 Route des Avocats – 83260 LA CRAU, du **mardi 15 mars au 20 avril 2022**.

Aucune demande de dossier d'inscription par téléphone, par télécopie ou par courrier électronique ne sera traitée.

**Article 4** : Quel que soit le moyen par lequel le candidat s'est inscrit, lorsque la base de données dénommée « concours – FPT » identifie un candidat déjà inscrit à un concours pour l'accès à un même grade de l'un des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale organisé par plusieurs Centres de Gestions et dont les épreuves ont lieu simultanément, l'inscription antérieure à sa nouvelle inscription est automatiquement supprimée. Seule la dernière inscription est prise en compte dans cette base de données. Pour les inscriptions par voie électronique, la dernière inscription est celle saisie le plus tardivement par le candidat jusqu'à la date de clôture des inscriptions. Le candidat et le Centre de gestion concernés reçoivent notification de la suppression ainsi effectuée des inscriptions antérieures au profit de l'inscription retenue.

**Article 5** : La candidature d'une personne n'ayant pas sollicité de dossier d'inscription auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR ne sera pas recevable. Tout dossier qui ne serait que la photocopie ou le recopiage d'un autre dossier sera rejeté. Les captures d'écran ou leur impression ne seront pas prises en compte, ainsi que les formulaires d'inscription adressés par télécopie ou par courrier électronique.

**Article 6** : La date prévisionnelle des épreuves écrites est arrêtée au **jeudi 15 septembre 2022** à LA CRAU.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR se réserve la possibilité, au regard des contraintes matérielles d'organisation, d'ouvrir aux candidats plusieurs centres d'examen pour le déroulement des épreuves dans le Département du VAR.

**Article 7** : Les candidats en situation de handicap souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation pourront en faire la demande lors de leur inscription. Ils devront produire à l'appui un certificat médical fourni avec le dossier d'inscription, renseigné par un médecin agréé différent du médecin traitant du candidat, qui vérifie les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice de la fonction compte tenu des possibilités de compensation du handicap. Il précise la nature des aides humaines et techniques ainsi que des aménagements nécessaires pour permettre aux candidats, compte tenu de la nature et de la durée des épreuves, de composer dans des conditions compatibles avec leur situation. Les aides et aménagements sollicités ne doivent pas être disproportionnés au regard des moyens, notamment matériels et humains, dont dispose le centre de gestion.

Envoyé en préfecture le 24/02/2022

Reçu en préfecture le 24/02/2022

Affiché le



ID : 083-288300411-20220222-A\_2022\_178-AI

Ce certificat médical doit être établi 6 mois maximum avant le déroulement des épreuves et fourni au centre de gestion organisateur **au plus tard 3 semaines** avant le début des épreuves d'admissibilité. La date limite d'envoi au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR du certificat médical, pour inscription à cet examen, est fixée au **jeudi 25 août 2022**. Seul le modèle de certificat médical établi par le Centre de gestion du VAR sera accepté. La consultation médicale sera à la charge du candidat.

**Article 8** : La composition du jury, la planification du déroulement des épreuves ainsi que les réunions du jury feront l'objet d'arrêtés ultérieurs.

La liste des candidats autorisés à prendre part aux épreuves est arrêtée par le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR.

**Article 9** : Tous renseignements complémentaires pourront être communiqués sur simple demande écrite adressée à Monsieur le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR.

**Article 10** : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage simultané dans les locaux du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR, organisateur, des Centres de Gestion de la Fonction Publique Territoriale conventionnés, de la délégation régionale du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et dans les locaux de Pôle Emploi.

Le présent arrêté sera également publié par voie électronique sur le site internet de l'autorité organisatrice du concours au [www.cdg83.fr](http://www.cdg83.fr).

**Article 11** : Le Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du VAR est chargé de l'exécution du présent arrêté, susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet du Département du VAR.

Fait à LA CRAU, le 22 février 2022

Pour le Président Christian SIMON,  
et, par délégation,  
le 2ème Vice-Président,

René UGO  
Maire de SEILLANS  
Président de la Communauté de Commune du Pays de Fayence

